

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1117>



France d'en haut

Sortie du nucléaire ? Poisson d'avril !

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : samedi 31 mars 2018

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

En cette année où elles reviennent de Rome un 1er avril, que vont nous apporter les cloches de Pâques ? Allons-nous trouver dans nos jardins, tombées du ciel, les prémices d'un monde libéré de la menace nucléaire ?

Hélas, non, ce n'est pas demain la veille du jour où nous en sortirons. Ne comptons pas sur la France d'en haut pour en prendre le chemin. Comptons plutôt sur celle d'en bas : sur les Français.



Il y a tout juste trois semaines, le dimanche 11 mars, des milliers de Parisiens se rassemblaient place de la République pour commémorer le 7e anniversaire du début de la catastrophe nucléaire de Fukushima.



Le même jour, à peine terminées les commémorations du drame dans son pays, le Premier ministre japonais confronté à la catastrophe en 2011, Naoto Kan, s'envolait pour Paris afin d'apporter son soutien aux antinucléaires français.



Le 12 mars, il atterrissait dans notre capitale et présentait le soir même, devant une salle comble, son témoignage aux spectateurs du film *"Le couvercle du soleil"*, où l'effarante réalité inspire la fiction.



Le message de Naoto Kan, ancien partisan de l'énergie nucléaire, est clair et simple : renoncez à toutes vos centrales, renoncez au nucléaire civil et militaire, ils sont bien trop dangereux !



Le 13 mars, c'est à l'Assemblée nationale que Naoto Kan délivrait son message, lors d'une conférence de presse qu'une dizaine de députés (de la France Insoumise) honoraient de leur présence, ainsi que la présidente de la Commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, Barbara Pompili. ACDN y assistait et lui posait une question sur les liens entre nucléaire civil et nucléaire militaire. En revanche, aucun émissaire, aucun représentant officiel du gouvernement.



Le 14 mars, Naoto Kan était à Strasbourg et tenait à nouveau conférence, cette fois au Parlement européen, en présence notamment de Michèle Rivasi, l'eurodéputée écologiste co-fondatrice de la CRIIRAD au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl.

Le 15, il était à Flamanville, et témoignait à nouveau devant une salle bondée de 400 personnes.

Enfin, le 16 mars, l'ancien Premier ministre s'est envolé pour Tokyo, avec un sentiment réconfortant : au pays d'AREVA - l'entreprise qui s'était vantée de fournir au Japon le combustible MOX qui allait fondre à Fukushima-Daiichi et diffuser son plutonium dans l'air et l'eau du Pacifique, mais qui aujourd'hui, criblée de dettes et de déboires, cache ses prestations sous le doux nom d'« Orano » - il existe de nombreux citoyens déterminés à mettre un terme à la menace nucléaire.



Pendant toute cette semaine du 11 au 18 mars, la votation citoyenne organisée à l'initiative de la France Insoumise a mobilisé à travers la France plus de 300 000 personnes, qui à 93 % se sont déclarées « favorables à la sortie du nucléaire ».



A Saintes, où brûle la Flamme du Désarmement Nucléaire, on ne veut pas des effets monstrueux de l'atome.

Cependant, le bon sens n'a pas encore atteint les sphères dirigeantes qui prennent les décisions pour nous.

La plus vieille centrale de France, celle de Fessenheim, n'est toujours pas fermée malgré les promesses à répétition. Sa fermeture est suspendue à l'ouverture de l'EPR de Flamanville, le mirage à 3 milliards d'Euros qui en a déjà coûté 11 et ne fonctionne toujours pas, mais qui nous promet, si par malheur il diverge un jour, 60 ans de prolongations nucléaires.

Cerise sur le gâteau pascal, l'Assemblée nationale vient d'adopter en première lecture la Loi de Programmation Militaire 2019-2023, qui nous promet 197,8 milliards de dépenses sur 5 ans, faisant passer le budget de la Défense de 35,9 milliards en 2019 à 44 milliards en 2023. Dont des investissements en hausse constante, quoique non chiffrée, dans les programmes de modernisation des deux composantes, aérienne et navale, de l'armement nucléaire, et la poursuite du programme franco-britannique TEUTATES, prévu pour durer 50 ans.

La participation de la France au désarmement nucléaire n'est pas à l'ordre du jour. La fermeture des centrales, pas davantage. L'avenir est rayonnant.

Debout, les irradiés de la terre !

Sortie du nucléaire ? Poisson d'avril !



A Paris comme "en région", citoyennes et citoyens signent ['Appel pour abolir les armes atomiques...](#)

Post-scriptum :

Photos jmm/ACDN. DR.